

Les députés LREM s'écharpent sur la PMA

Par **Jean-Baptiste Daoulas**, publié le 01/10/2018 à 16:27 , mis à jour le 11/10/2018 à 10:54



Le projet de loi sur la bioéthique doit être examiné en première lecture à l'Assemblée nationale au premier trimestre 2019.

Philippe Wojazer/REUTERS

Edouard Philippe a beau inviter chacun au respect mutuel, les élus LREM polémiquent sur Twitter.

"Je pense que nous gagnerons tous [...] à respecter les convictions de ceux qui ne sont pas d'accord avec nous". La consigne, dispensée jeudi dernier par Edouard Philippe sur le plateau de [l'Emission politique](#), sur France 2, n'aura pas tenu trois jours. Dimanche 30 septembre, [Agnès Thill](#) est invitée par France 5 pour évoquer son opposition à l'extension de la PMA à toutes les femmes.

Pour la députée LREM de l'Oise, proposer la PMA aux femmes seules risquerait d'augmenter la pauvreté. "Nous avons voté à l'automne dernier une augmentation de 30% du complément mode

de garde. Cela veut dire que nous actons que les familles monoparentales peuvent être en difficulté financière. Et nous allons créer des familles monoparentales ?" interroge-t-elle.

"Quand on est progressiste..."

Son collègue Aurélien Taché la tance aussitôt sur Twitter. "Quand on est progressiste, ce n'est pas en maintenant une discrimination légale qu'on lutte contre la pauvreté", assène-t-il. Le message du député du Val-d'Oise est retweeté par son collègue Mustapha Laabid, et aimé par Brigitte Bourguignon et Guillaume Chiche. "C'est quoi, le progrès ?" réplique quelques minutes plus tard Agnès Thill.

Sur Twitter, encore, un assistant parlementaire LREM se lamente en regardant France 5 : "Entendre Agnès Thill, députée LaRem avec les mêmes arguments que la Manif pour tous là c'est trop". "Elle est très isolée !" le rassure publiquement la députée Anne-Christine Lang.

Trois factions dans le groupe LREM

N'en déplaise au Premier ministre et à ses consignes de modération, ça commence à canarder sec dans la majorité. Le groupe LREM se divise en trois factions. Les plus isolés sont les députés réservés sur la PMA, dont Agnès Thill est devenue le visage médiatique. Sans être aussi combatifs que la députée de l'Oise, ils sont un petit cercle, notamment composé de Jean-François Mbaye, Annie Vidal ou Marie Tamarelle-Verhaeghe, à se réunir de temps à autre pour partager leurs interrogations.

A l'opposé, 47 députés LREM ont signé une tribune dans Libération en mai 2018 pour demander l'extension rapide de la PMA à toutes les femmes. L'un d'eux, Guillaume Chiche, a même envisagé de déposer une proposition de loi pour accélérer le processus, avant de renoncer le 19 juillet dernier.

Coincé entre les deux camps, le gros des troupes souhaite honorer la promesse de campagne d'Emmanuel Macron d'étendre la PMA, tout en espérant faire le moins de vagues possible. Leur crainte est de

revivre les manifestations massives de 2013 contre le mariage pour tous.

Eviter les tensions

"On fait une loi pour l'intérêt général. Pas pour Guillaume Chiche ou Agnès Thill", s'énerve l'un de ces modérés. Plusieurs députés reprochent au jeune élu des Deux-Sèvres de s'être rendu le 25 septembre dans le très éruptif studio de Radio Brunet, sur RMC, pour croiser le fer avec la présidente de la Manif pour tous, Ludovine de la Rochère.

L'échange, très vif, est exactement ce que l'exécutif veut éviter : une opposition frontale entre partisans et adversaires de la PMA. "Ce n'est pas le moment, s'agace un membre de la commission des affaires sociales. On n'est pas obligés d'attiser les tensions dès le 25 septembre et de se retrouver avec des manifs au mois d'octobre."

"On ne peut pas me reprocher de théâtraliser un clivage, se défend Guillaume Chiche. J'échange des arguments. Je ne fais que défendre de manière très primaire le programme présidentiel." Le groupe LREM a promis il y a plusieurs mois d'accorder la liberté de vote sur la loi bioéthique. La première lecture du texte à l'Assemblée nationale n'est pas prévue avant le premier trimestre 2019. Les députés macronistes ont encore de longs mois pour étaler leurs divergences en public.